



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Organización  
de las Naciones Unidas  
para la Educación,  
la Ciencia y la Cultura

Организация  
Объединенных Наций по  
вопросам образования,  
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة  
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、  
科学及文化组织

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION,  
LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**COMITÉ POUR LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS  
EN CAS DE CONFLIT ARMÉ**

**Sixième réunion  
Paris, Siège de l'UNESCO, Salle XII  
14 - 16 décembre 2011**

**Point 7 de l'ordre du jour provisoire :  
Amendements au Règlement intérieur du Comité**

Note du Secrétariat : Ce document comprend une version amendée du Règlement intérieur du Comité par la sixième Réunion du Comité.

1. L'expérience des cinq sessions ordinaires et de la session extraordinaire tenues à ce jour par le Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé a fait apparaître la nécessité d'amender le Règlement intérieur du Comité sur les points suivants :

- soumission de questions à inscrire à l'ordre du jour provisoire de la réunion ;
- officialisation de la pratique consistant à organiser des réunions du Bureau du Comité entre les sessions du Comité ; et
- modalités d'envoi des documents de travail.

2. Il est donc proposé d'apporter les amendements ci-après au Règlement intérieur du Comité (les changements à prendre en considération sont soulignés).

#### **I. Soumission de questions à inscrire à l'ordre du jour provisoire de la réunion**

##### **Article 12 – Ordre du jour provisoire**

...

**12.2** Figurent à l'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire du Comité :

- toutes les questions que le Comité, à ses sessions antérieures, a décidé d'inscrire ;
- toutes les questions proposées par des membres du Comité ;
- toutes les questions proposées par le Bureau du Comité ;
- toutes les questions proposées par des États parties au Deuxième Protocole qui ne sont pas membres du Comité ;
- toutes les recommandations formulées en vertu du paragraphe 3 de l'article 11 du Deuxième Protocole par le Comité international du Bouclier bleu (ICBS) et d'autres organisations internationales non gouvernementales ayant une expertise appropriée en vue de l'inscription d'un bien culturel particulier sur la Liste des biens culturels placés sous protection renforcée ;
- toutes les questions proposées par le Directeur général.

Note explicative : L'amendement proposé donnera au Bureau la possibilité de soumettre des questions pour inscription à l'ordre du jour provisoire des réunions du Comité, officialisant ainsi son rôle dans la préparation de ces réunions.

#### **II. Officialisation de la pratique consistant à organiser des réunions du Bureau du Comité entre les sessions du Comité**

##### **Article 15 – Bureau**

...

**15.2** Le Bureau se réunit autant de fois qu'il le juge nécessaire pendant les sessions du Comité. Il peut également se réunir entre les sessions du Comité à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Note explicative : Cette proposition vise à officialiser la pratique déjà établie des réunions informelles du Bureau que le Comité a approuvée tacitement (à ce jour, le Bureau a tenu neuf réunions de ce type entre les sessions du Comité).

### III. Modalités d'envoi des documents de travail

#### Article 34 – Date limite de distribution des documents

Les documents relatifs aux points qui figurent à l'ordre du jour provisoire de chaque session du Comité sont distribués sous forme électronique au plus tard six semaines avant l'ouverture de la session dans les langues de travail aux membres du Comité et aux organisations admises à participer aux sessions avec voix consultative, ainsi qu'aux États parties non membres du Comité et à tous les observateurs.  ~~Ils sont également mis à la disposition des États parties non membres du Comité et de tous les observateurs sous forme électronique.~~

Note explicative : Il est proposé de rendre la transmission des informations plus efficace en suivant la pratique du Comité du patrimoine mondial, qui consiste à diffuser les documents de travail en vue des réunions du Comité sous forme de courriers électroniques uniquement et de les mettre à disposition en ligne. La distribution papier sera réduite.

3. Compte tenu de ce qui précède, le Comité souhaitera peut-être adopter une décision libellée comme suit :

#### PROJET DE DECISION 6.COM 5

Le Comité,

1. Remerciant le Bureau et le Secrétariat de la préparation du document CLT-11/CONF.211/5,
2. Considérant ce document,
3. Modifie le Règlement intérieur comme suit :

#### Article 12 – Ordre du jour provisoire

...

**12.2** Figurent à l'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire du Comité :

- toutes les questions que le Comité, à ses sessions antérieures, a décidé d'inscrire ;
- toutes les questions proposées par des membres du Comité ;
- toutes les questions proposées par le Bureau du Comité ;
- toutes les questions proposées par des États parties au Deuxième Protocole qui ne sont pas membres du Comité ;
- toutes les recommandations formulées en vertu du paragraphe 3 de l'article 11 du Deuxième Protocole par le Comité international du Bouclier bleu (ICBS) et d'autres organisations internationales non gouvernementales ayant une expertise appropriée en vue de l'inscription d'un bien culturel particulier sur la Liste des biens culturels placés sous protection renforcée ;

- toutes les questions proposées par le Directeur général.

...

#### **Article 15 – Bureau**

...

- 15.2** Le Bureau se réunit autant de fois qu'il le juge nécessaire pendant les sessions du Comité. Il peut également se réunir entre les sessions du Comité à la demande de plus de la moitié de ses membres.

#### **Article 34 – Date limite de distribution des documents**

Les documents relatifs aux points qui figurent à l'ordre du jour provisoire de chaque session du Comité sont distribués sous forme électronique au plus tard six semaines avant l'ouverture de la session dans les langues de travail aux membres du Comité et aux organisations admises à participer aux sessions avec voix consultative, ainsi qu'aux États parties non membres du Comité et à tous les observateurs. ~~Ils sont également mis à la disposition des États parties non membres du Comité et de tous les observateurs sous forme électronique.~~